

L'arme nucléaire est à un tournant. Soit les États nucléaires mettent en œuvre un véritable plan de désarmement comme ils se sont engagés au travers du Traité de non-prolifération. Soit nous irons, au contraire, vers un nouveau blocage lors de la Conférence d'examen du TNP de 2010 et un renforcement de la prolifération nucléaire, tant au niveau de l'augmentation du nombre d'acteurs nucléaires que de la modernisation des arsenaux existants, avec comme conséquence un accroissement de la probabilité d'emploi de l'arme nucléaire...

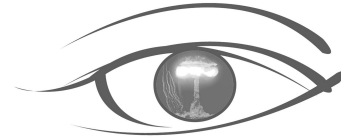
Qu'on ait été ou non adepte de la dissuasion nucléaire pendant la guerre froide, il faut admettre qu'une analyse rationnelle de l'environnement stratégique actuel et prévisible (évolution des menaces, du terrorisme aux enjeux climatiques, énergétiques, alimentaires, migratoires, etc.) indique que les armes nucléaires représentent — et représenteront — un risque croissant pour la sécurité de leurs détenteurs et en aucun cas un atout ou un outil au service de leur sécurité.

Ce constat n'émane pas uniquement des opposants de toujours à l'arme nucléaire, mais également de responsables politiques que l'on ne peut qualifier de laxistes comme les anciens secrétaires d'État américains Henry Kissinger, George Shultz, William Perry pour qui « *le recours aux armes nucléaires présente des risques toujours plus grands pour une efficacité de plus en plus aléatoire* ».

À l'initiative de nombreuses ONG, deux États — Costa Rica et Malaisie — ont soumis un projet de *Convention internationale interdisant la mise au point, la fabrication, le stockage et l'emploi des armes nucléaires* lors de l'Assemblée générale des Nations unies de 2007. Plus de 120 États ont voté pour (dont 4 puissances nucléaires : Chine, Inde, Pakistan et Corée du Nord). Un soutien de la France — et de l'Union européenne — à une telle Convention serait un signal fort en faveur d'une véritable politique de désarmement nucléaire.

À l'heure où une timide ouverture s'est faite en France avec le renforcement des pouvoirs de contrôle du Parlement en matière d'interventions militaires extérieures, il serait important que les parlementaires s'impliquent dans ce débat et se portent, d'une part, garant du respect des engagements internationaux contractés par la France, et, d'autre part, s'interrogent sur la pertinence des outils militaires que la France met en œuvre à l'heure où la prochaine loi de programmation militaire est soumise au débat et au vote.

Ce colloque pourrait être un prélude à la mise en place d'un groupe d'étude, conjointement avec l'Assemblée nationale, sur la non-prolifération nucléaire et le désarmement.



Vers un monde sans armes nucléaires ?

16 janvier 2009

(9 heures à 18 heures 30)

COLLOQUE

organisé par **M^{me} Dominique Voynet,**
M. Jean Desessard, sénateurs
et l'**Observatoire des armements/CDRPC**

Palais du Luxembourg (*salle Clemenceau*)
15 ter, rue de Vaugirard, Paris 6^e (France)

Entrée libre sur inscription

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION

Observatoire des armements/CDRPC

187, montée de Choulans, 69005 Lyon

TÉL. 04 78 36 93 03 • FAX 04 78 36 36 83

COURRIEL : cdrpc@obsarm.org • SITE : www.obsarm.org

Programme

Accueil à partir de 9 h 00 (se munir d'une pièce d'identité)

Traduction simultanée français-anglais

9 h 30 à 10 h 10 :

Ouverture des travaux

- Mot de bienvenue par *M. Jean Desessard, sénateur*
- Présentation de la journée
M. Patrice Bouveret, président de l'Observatoire des armements
- L'arme nucléaire : un atout pour la sécurité ou un risque ? Quelles mesures peuvent être envisagées pour contrer la prolifération nucléaire ?
M. Hans Blix, président de WMDC (Commission sur les armes de destruction massive) (message vidéo)

10 h 10 à 12 h : 1^{ère} table ronde

Horizon 2010 : quel avenir pour le TNP ?

Modérateur : *M. Jean Guisnel, journaliste*

- Quels sont les points clés sur lesquels devra s'appuyer la Conférence de révision du Traité de non-prolifération de 2010, pour le renforcement de la non-prolifération et la sécurité internationales ?
M^{me} Rebecca Johnson, directrice The Acronym institute for Disarmement Diplomacy
- La pertinence des Traités actuels et les difficultés d'un processus de désarmement (exemple du Traité d'interdiction complète des essais adopté en 1996 et toujours pas entré en vigueur...)
M. Dominique David, directeur exécutif de l'IFRI (Institut français des relations internationales)
- Avantages et limites des différents instruments de contrôle de la prolifération nucléaire (Comité Zanger, Groupe des fournisseurs nucléaires, l'arrangement de Wassenaar, contrôle de la technologie des missiles)
M. Ian Anthony, directeur de recherches et coordinateur du programme sur la non-prolifération et le contrôle des armements au Sipri (Stockholm International Peace Research Institute)

12 heures à 14 heures : pause repas

14 h à 16 h : 2^{ème} table ronde

Vers une convention pour l'élimination des armes nucléaires

Modérateur : *M. Jean-Dominique Merchet, journaliste*

- Le projet de Convention soumis à l'Assemblée générale des Nations unies : enjeux et perspectives
M^{me} Roxana Pinto, ambassadrice du Costa Rica en France
- Quels enseignements tirer du système d'interdiction des armes chimiques et biologiques pour l'élimination des armes nucléaires ?
M. Jean-Pascal Zanders, chargé de recherche à l'Institut d'études et de sécurité de l'Union européenne
- Quel rôle pour les citoyens et leurs représentants ?
M. Pol D'Huyvetter, directeur du secrétariat international de Mayors for peace

16 h à 18 h : 3^{ème} table ronde

En France, quel débat sur l'arme nucléaire ?

Modérateur : *M. Mycle Schneider, consultant international en énergie et politique nucléaire*

- Quelles initiatives parlementaires pour favoriser le débat en France et développer des mesures concrètes pour le désarmement et la non-prolifération ?
Avec un sénateur représentant de chacun des groupes politiques : Communiste, Rassemblement démocratique et social européen, Socialiste, Union centriste, Union pour un mouvement populaire, Verts.

18 h à 18 h 30 :

Clôture des travaux

- *M. Dominique Lalanne, président d'Abolition des armes nucléaires*